



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures,
mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.5 **Entretien Nouveaux Regards**

Jean-Pierre Cabestan,
Professeur, Université baptiste de
Hong Kong et directeur de recherche
au CNRS rattaché à IFRAE de l'INALCO

p.10 **Entretien Nouveaux Regards**

Antoine Tesnière,
Directeur Général, ParisSanté Campus,
professeur de médecine et Young
Leader France Chine 2016

p.14 **La crise du fentanyl, l'autre
facette des tensions sino-
américaines**

Emmanuel Véron,
Docteur en géographie, spécialiste de
la Chine contemporaine et de
relations internationales

ÉDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, ancien diplomate français

Le 47^{ème} président des États-Unis avait prévenu avant même de retourner s'asseoir dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Il se livrerait à une course de vitesse pour se débarrasser du poids de la question ukrainienne pour se concentrer sur l'essentiel pour les États-Unis : maintenir leur prédominance dans la région de l'Asie-Pacifique et contrecarrer les tentatives de Pékin de les en chasser.

Le 12 février, Washington annonçait à la barbe des Européens la tenue d'un entretien téléphonique (sans que l'on sache qui avait appelé qui) « des plus cordiaux » entre Donald Trump et Vladimir Poutine dans l'optique de mettre fin à la guerre russo-ukrainienne, dont le contenu allait être porté après coup à la connaissance de Volodymyr Zelinsky, également mis devant le fait accompli.

Le lendemain, à la surprise générale, le nouveau secrétaire à la Défense, Pete Hegseth (incapable de citer un seul pays membre de l'Asean lors de son audition de confirmation au Sénat), annonçait aux alliés européens à Bruxelles que les États-Unis avaient des tâches plus importantes à accomplir ailleurs, que l'Ukraine devrait renoncer à ses territoires conquis par la Russie et s'enlever de la tête l'idée de rejoindre l'OTAN.

Enfin, on apprenait l'ouverture de négociations entre les présidents américain et russe sur le règlement de la question ukrainienne, mais sans qu'il soit prévu que les Européens

SOUTENEZ LA FONDATION



Faites un don et soutenez les actions de la **Fondation France-Asie et de ses chapitres Chine, Inde et Japon.**

(déduction fiscale de 66% en France)

<https://don.fondationfranceasie.org/soutenir>



et les Ukrainiens y participent, tout au moins dans un premier temps. Le secrétaire d'État (Secretary of State) Marco Rubio et son homologue russe, Sergueï Lavrov se sont retrouvés le 18 février à Ryad pour tenter d'amorcer en quelque sorte la normalisation des relations entre leurs deux pays..., laquelle, si elle se réalisait, ne manquerait pas de contrarier le presque allié chinois de la Russie de Poutine, tout comme les Nord-coréens, seuls et uniques véritables alliés de Pékin soutenant avec la capitale chinoise Moscou dans son effort de guerre en Ukraine.

Et l'Asie, dans tout cela ?

Le président américain a clairement annoncé la couleur, en recevant avant ces annonces, du 6 au 8 février, à Washington, le Premier ministre Shigeru Ishiba pour le premier sommet nippo-américain de la deuxième administration Trump, devenant de la sorte le deuxième dirigeant étranger accueilli par Donald Trump depuis son entrée en fonction, tout de suite après le chef du gouvernement israélien, Benjamin Nétanyahou.

Ainsi étaient affichées les priorités de la nouvelle administration américaine, le Moyen-Orient et l'Indopacifique.

Le nouveau chef de gouvernement japonais est rentré à Tokyo pleinement satisfait de sa rencontre : confirmation (c'était déjà le cas sous l'administration Biden) que l'article 5 du traité de sécurité nippo-américain obligeant les États-Unis à défendre le Japon en cas d'attaque s'appliquerait bien aussi aux îles Senkaku administrées (sur décision américaine) par l'Archipel mais revendiquées (sous l'appellation Diaoyutai) haut et fort par la Chine et également, mais sur un ton plus bas, par Taiwan ; l'alliance américano-japonaise demeurerait « la pierre angulaire » de la paix et de la sécurité dans la région ; les États-Unis restaient pleinement engagés dans la sécurité de leur allié japonais et Washington continuerait de développer sa dissuasion (à l'égard de la Chine et de son allié nord-coréen).[1]

Restait le leitmotiv trumpien du déficit commercial des États-Unis avec les autres pays. Donald n'a pas manqué de rappeler à son interlocuteur nippon que celui-ci avait continué de se creuser pour atteindre 72 Mds USD en 2023 (contre 68 Mds en 2022, soit en augmentation de + 12,8 % par rapport à 2021). M. Ishiba a cherché à rassurer son meilleur allié, en lui rappelant que Tokyo était en tête

des investisseurs étrangers aux États-Unis depuis 5 ans. La capitale nipponne était par ailleurs prête à investir « à un niveau sans précédent », le montant de 1000 Mds USD sur le sol américain complété par des importations japonaises « records » de gaz naturel liquéfié propre via le projet de gazoduc partant de l'Alaska.

Si Trump a confirmé la décision négative de son prédécesseur quant à l'achat du sidérurgiste américain US Steel par Nippon Steel, le président-homme d'affaires américain a en revanche accepté un investissement de la compagnie nipponne dans le groupe basé à Pittsburgh où il a promis de s'impliquer personnellement.

Entre presbytériens, comme l'est aussi M. Ishiba et quelque 200 000 de ses compatriotes, on parvient finalement à s'entendre.

Priorité donnée aussi à l'Inde, avec l'invitation par les États-Unis du Premier ministre Narendra Modi pour une visite officielle de travail le 13 février, ce dernier étant mis en confiance à son arrivée sur le sol américain après les récentes victoires de son Parti, le Bharatiya Janata Party (le parti indien du peuple) ou BJP (droite nationaliste), dans les États de l'Haryana et du Maharashtra, ainsi que celle, historique, début février, à l'élection législative tenue à Delhi, contre le Parti Aam Aadmi (le Parti de l'homme ordinaire) ou AAP (social démocrate populiste) qui gouvernait le territoire de la capitale indienne depuis 10 ans.

On notera, là aussi, que la première rencontre à Washington du nouveau secrétaire d'État Marco Rubio avec un officiel étranger l'a été avec le chef de la diplomatie Indienne Subrahmanyam Jaishankar. Quand il siégeait encore au Sénat, Marco Rubio, d'origine cubaine, connu pour ses positions viscéralement anti-communistes, avait introduit un projet de loi plaçant l'Inde à égalité avec plusieurs alliés des États-Unis en matière de coopération dans le domaine de la défense.

Si là encore la question des échanges commerciaux était sur la table (déficit en faveur de l'Inde de quelque 32 Mds USD en 2024), comme aussi celle de l'immigration illégale (deux rapatriements forcés menottes aux mains et chaînes aux pieds de plusieurs émigrés indiens clandestins eurent lieu à peu près au même moment), ces deux sujets



n'ont pas assombri pour autant les relations entre les deux pays qui n'ont jamais été aussi bonnes au moment où Trump retourne à la Maison Blanche pour un nouveau et dernier mandat de 5 ans.[2]

L'Initiative américano-indienne conclue en 2023 sur les technologies critiques et émergentes (iCET) visant dans les faits à contrecarrer la Chine dans ce domaine où Pékin est très avancée, n'a pas été remise en question par l'administration Trump,[3] et cela d'autant moins que Républicains comme Démocrates campent sur une même ligne favorable à l'égard de leur partenaire du Quad (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité) associant aussi Tokyo et Canberra dans une alliance visant à contrer les visées hégémoniques chinoises dans l'Indopacifique. Rappelons que l'émigration indienne constitue la deuxième plus importante en nombre aux États-Unis, après celle des Mexicains. 78 % des quelque 265 000 visas H-1B délivrés en 2023 aux migrants qualifiés dans les sciences dures (technologies, engineering, mathématiques, informatique) l'ont été aux Indiens (contre 45 000 aux Chinois), dont la population étudiante aux États-Unis dépasse largement la chinoise (331 000 vs 277 000 rien que pour l'année universitaire 2023/2024).

Lors de son discours prononcé au terme de la première journée du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (6-11 février) coprésidé à Paris par le Premier ministre indien Narendra Modi, le président Macron a appelé les Européens à un sursaut sur l'IA et à la mise en place de procédures accélérées en la matière.[4]

C'est qu'en effet, outre la Chine, plusieurs pays asiatiques sont avec les États-Unis très en avance par rapport au continent européen dans ce secteur qui est devenu l'un des développements technologiques les plus importants de ces dernières années et devrait de plus en plus bouleverser le mode de fonctionnement des industries et des entreprises, en particulier dans les domaines de la cybersécurité, des transports et du marketing.

Aujourd'hui, les entreprises sud-coréennes Samsung et SK Hynix sont à la pointe d'une industrie bouleversée par le boom de l'intelligence artificielle, rendant celles-ci très compétitives. Les fabricants de microprocesseurs chinois se situent à au moins deux ou trois générations derrière les Sud-coréens, Taïwanais et Américains. Et du fait de la politique de sanctions décidée par

Washington pour barrer la route aux exportations des puces les plus avancées et encore plus la fabrication de celles-ci en Chine, Séoul bénéficie dans ce domaine d'un avantage comparatif. Alors que les exportations sud-coréennes en direction de Pékin déclinent, les États-Unis sont devenus la 1ère destination des IDE coréens en 2023 en réponse aux incitations de l'U.S. Inflation Reduction Act,[5] ainsi que du CHIPS et Science Act.[6]

Grand gagnant de la diversification des équipements électroniques entraînée par la politique d'atténuation des risques (de-risking) vis-à-vis du concurrent économique et industriel chinois, le Vietnam est devenu une destination de choix pour le sud-coréen Samsung, le taïwanais Foxconn et l'américain Intel qui y ont investi des dizaines de milliards USD dans la téléphonie et les composants électroniques, devenant de la sorte le 1er poste d'exportation du Vietnam.

De fait, le fondateur de Space X, Elon Musk, encourage depuis 2023 les fabricants taïwanais des composants de son système satellitaire Starlink à se délocaliser en raison des « risques géopolitiques » (entendre chinois). Le Vietnam, où plusieurs de ses sous-traitants taïwanais sont déjà installés, est ainsi devenu le premier bénéficiaire des recommandations du nouveau chef du Département américain de l'Efficacité Gouvernementale (DOGE) qui comme son patron à la Maison Blanche n'en est pas à une contradiction près, la rentabilité de Tesla, principal pilier de la fortune du multimilliardaire, reposant sur la Chine, l'un sinon le plus grand rival des États-Unis dans les années à venir.

En octobre 2024, le Vietnam mais aussi la Malaisie, la Thaïlande et le Cambodge ne s'en sont pas moins vus imposer par Washington des taxes punitives sur toutes leurs exportations de cellules photovoltaïques en silicium polycristallin en raison de lots soupçonnés d'avoir été fabriqués en Chine puis expédiés via ces pays vers les États-Unis...

Quant à la Chine, il faut croire que l'entretien téléphonique de Trump avec son homologue chinois, le 17 janvier, soit trois jours avant son investiture, en vue de traiter des principaux sujets qui accaparent entre autres la nouvelle administration américaine : commerce, Fentanyl (voir l'analyse d'Emmanuel Véron) et TikTok, n'ont guère avancé puisque Pékin, le 4 février, a annoncé sa riposte à l'application

(entrée en vigueur le 10 février) de taxes douanières supplémentaires de 10% sur les produits chinois exportés aux États-Unis.

Cela n'a pas dissuadé le Bureau of East Asia and Pacific du Département d'État de supprimer le 13 février sur sa fiche d'information (fact sheet) de son site internet la mention selon laquelle : « We do not support Taiwan independence » provoquant ce faisant l'ire de Pékin (mention déjà supprimée en 2022 par Washington puis remise quelques semaines après les protestations chinoises).

Comme c'est déjà le cas avec Moscou et l'Union Européenne, l'épreuve de force est elle aussi décidément bien engagée avec Pékin comme le soulignait Marco Rubio lors de sa tournée en Amérique Latine du 1er au 6 février afin « de contrer l'influence du Parti Communiste Chinois d cet hémisphère où il passe son temps à user de leviers diplomatiques et économiques – comme pour ce qui concerne le Canal de Panama, pour s'opposer aux États-Unis et faire de ces nations souveraines ses États vassaux. » La réaction outrée chinoise après ces propos et le changement apparent de la position américaine concernant Taïwan ne s'est pas fait attendre.[7]

L'année 2025 démarre fort du côté américain. Il fallait s'y attendre.

[1] <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/2025/02/united-states-japan-joint-leaders-statement/>; <https://japan.kantei.go.jp/content/000121770.pdf>

[2] <https://in.usembassy.gov/united-states-india-joint-leaders-statement/>

[3] <https://www.indianewsnetwork.com/fr/20250106/nsa-sullivan-announces-us-efforts-to-delist-indian-nuclear-entities>; <https://carnegieendowment.org/research/2024/10/the-us-india-initiative-on-critical-and-emerging-technology-icet-from-2022-to-2025-assessment-learnings-and-the-way-forward?center=india&lang=en>

[4] <https://www.youtube.com/watch?v=FtWs8szAb0>

[5] <https://www.vie-publique.fr/en-bref/292447-loi-americaine-sur-la-reduction-de-linflation-les-inquietudes-de-lue>; https://www.democrats.senate.gov/imo/media/doc/inflation_reduction_act_one_page_summary.pdf

[6] <https://france-science.com/un-an-apres-le-chips-and-science-act/>

[7] https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/fyrbt/202502/t20250207_11550838.html



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France, Jean-Raphaël Peytregnet a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



Entretien Nouveaux Regards

Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche émérite au CNRS et professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : À en juger par le très faible nombre de biographies qui ont été publiées en France à son sujet avant la toute récente parution de votre ouvrage [1], il semble que la figure de Deng Xiaoping n'ait pas beaucoup intéressé la sinologie et le public français, alors que les sinologues Geneviève Barma et Nicole Dulioust dans leur article « Les années françaises de Deng Xiaoping »[2] soulignent l'importance que notre pays a eu dans sa formation et par la suite sa brillante carrière d'homme de parti. Y voyez-vous une explication, notamment au regard de la personne de Mao Zedong qui, lui, a fait l'objet d'un bien plus grand intérêt, académique et des médias, dans notre pays comme partout ailleurs dans le monde ?

Jean-Pierre Cabestan : Deng Xiaoping a fait l'objet de nombreuses publications en anglais, dont celle d'Ezra Vogel mais aussi celles plus anciennes de David S. G. Goodman[3], ou plus récentes d'Alexander V. Pantsov et Steven I. Levine[4] ou encore de Michael Dillon[5]. Aucune d'entre elles n'ont été traduites en français.

En français, nous ne disposons seulement d'une traduction d'un ouvrage écrit en allemand par Uli Franz et publié en 1989[6], juste avant le massacre de Tian'anmen. Cette lacune est due à plusieurs raisons. La figure de Mao est autrement plus dominante que celle de Deng, subordonné de Mao et au Premier Ministre Zhou Enlai pendant des années avant de devenir fin 1978 le numéro un de fait de la Chine. Les années françaises de Deng ont compté dans sa conversion au communisme mais n'oublions pas qu'il était très jeune à l'époque : arrivé en France en 1920 à l'âge

de 16 ans, il en part en janvier 1926 à l'âge de 21 ans. Ensuite, l'enthousiasme pour l'homme qui a ouvert la Chine au monde et a entamé sa véritable modernisation s'est émoussé après Tian'anmen, son image s'est ternie. Puis il est mort en 1997 alors que le monde s'efforçait de comprendre si ses successeurs, comme Jiang Zemin et Hu Jintao, allaient poursuivre sa tâche.

Enfin, l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012 a directement contribué, dans la littérature officielle, à rejeter Deng dans l'ombre, à relativiser son rôle et même à apporter un certain degré de critique à son action, tant en matière d'ouverture jugée excessive sur l'extérieur que de tolérance de la corruption et de creusement des inégalités sociales. Aujourd'hui, Xi appréhende l'histoire de la République populaire comme un bloc et minimise le tournant opéré lors du fameux troisième plénum du Comité central du PC chinois de décembre 1978.

Sans parler de celle, officielle, publiée par les autorités chinoises en 2014 pour célébrer son 110ème anniversaire, les seules biographies dont on disposait jusqu'alors étaient plutôt les œuvres soit de sa fille préférée, Deng Rong plus connue sous son surnom de Maomao (une marque d'admiration pour l'homme ?), d'ordre plutôt affectif et admiratif (« Deng Xiaoping, mon père »), soit de sinologues étrangers principalement américains, dont la volumineuse (non traduite en français), du sinologue Ezra Vogel (1930-2020)[7], que vous qualifiez dans votre introduction de « complaisante » à l'égard du « petit timonier ». Qu'est-ce qui vous pousse à porter ce jugement ?



Ces deux biographies sont utiles car elles fourmillent d'informations sur Deng. Mais celle de Deng Rong est nécessairement hagiographique, surtout celle qui porte sur l'avant 1949. Le volume sur Deng pendant la Révolution culturelle apporte plus à mon sens sur la compréhension des épreuves que le personnage a dû traverser. La biographie de Vogel pour sa part pêche de deux manières. D'une part, elle est bien trop courte sur la carrière et la vie de Deng avant son premier retour au pouvoir en 1973.

A cet égard, le Pantsov et Levine offre un panorama bien plus complet et critique de l'évolution de Deng entre son passage en France, puis en Union soviétique, son ascension dans le Parti à la fois au sein de la zone de guérilla établie par Mao au Jiangxi puis à Yan'an et le rôle clé qu'il a joué entre 1949 et 1966. De ce fait, Vogel édulcore combien Deng a été maoïste, que ce soit dans les monts Taihang au Shanxi pendant la guerre sino-japonaise, au Sichuan au début des années 1950, où à Pékin par la suite, prenant une part active à la répression du mouvement des Cent Fleurs en 1957, soutenant le catastrophique Grand Bond en avant (1958-1960) et secondant Mao dans sa dénonciation de Khroutchev et du soi-disant « révisionniste » soviétique.

D'autre part, et c'est étonnant pour un américain attaché à la démocratie et aux valeurs libérales, Vogel est bien trop compréhensif et même complaisant à l'égard des projets de Deng. On peut mettre au crédit de ce dernier une volonté indéniable de modernisation et d'ouverture économiques de la Chine, que ce soit en 1974-1975, après 1978 et enfin en janvier 1992, lorsqu'il se rend à Shenzhen pour justement relancer les réformes. Mais, ce qui frappe est combien Deng a toujours été opposé à toute réforme politique : d'où son limogeage de Hu Yaobang en 1987 puis de Zhao Ziyang, deux ans plus tard, juste avant le massacre de Tian'anmen ; jugés trop libéraux.

Or Vogel à la fois minimise le choc de Tiananmen et refuse de reconnaître la logique et la constance politiques de Deng : un antidémocrate qui estime que seul le PC doit exercer, et donc monopoliser le pouvoir. En ce sens, il y a une forte continuité entre Mao, Deng et Xi.

Vous écrivez dans votre conclusion que, je

vous cite, Deng a été tour à tour un communiste autoritaire, un maoïste, puis un détracteur de Mao... Vous l'avez même qualifié d'anti-maoïste. Est-ce tout à fait le cas dès lors qu'il semble s'être comporté, tout au moins jusqu'à la mort de Mao en 1976, comme un simple exécuteur servile des basses œuvres commandées par Mao, comme par exemple lors de campagne anti-droitiste de 1957 qu'il conduisit avec une extrême brutalité (tout autant que lors de la répression sanglante du mouvement de la jeunesse sur la place Tian'anmen en 1989) ?

Deng a évolué au cours de sa carrière. Je pense que le drame du Grand Bond l'a conduit à prendre, sur le plan intérieur tout au moins, ses distances de Mao et à travailler avec Liu Shaoqi et d'autres, comme Chen Yun, au rétablissement de l'économie entre 1961 et 1966. Cette évolution, comme on le sait, lui a attiré des ennuis : Mao l'a limogé en 1967, le traitant de « deuxième personnage qui a emprunté la voie capitaliste », après Liu Shaoqi. Plus tard, fin 1975, Deng entre en conflit de plus en plus ouvert avec les radicaux qui lui mettent des bâtons dans les roues ; en outre, il refuse de reconnaître le caractère positif de la Révolution culturelle ce qui provoque sa seconde disgrâce.

Mais contrairement à Liu et en dépit des pressions de radicaux (Lin Biao et Jiang Qing en particulier), Mao n'a jamais accepté d'exclure Deng du Parti, que ce soit en 1968 ou en 1976, ce qui montre la profondeur des liens qui unissent les deux dirigeants, jusqu'à la mort du premier.

Toutefois là où Deng s'est véritablement révélé anti-maoïste, c'est après qu'il est devenu numéro Un de fait du Parti. Dès lors, il abolit les mouvements et campagnes de masse, il réhabilite des centaines de milliers de victimes du maoïsme qui végètent dans les camps de rééducation par le travail, pour certains depuis 1957 et même avant, il met fin à tout culte de la personnalité, il démantèle les Communes populaire établies au début du Grand Bond et introduit des réformes économiques sans précédent, autorisant progressivement l'entrepreneuriat privé, et il rétablit le principe de la direction collective, cherchant à mettre en place des garde-fous contre tout nouvel abus de pouvoir et tout déclenchement d'une nouvelle Révolution culturelle. Sur ce dernier plan, a-t-il vraiment réussi ?

Il consultait plus que Mao, notamment ses pairs comme Chen Yun ou Li Xiannian ; il délégua aussi plus de responsabilités, notamment à Hu Yaobang et Zhao Ziyang et par la suite à Jiang Zemin. Mais pour toutes les décisions importantes, c'est lui qui tranchait en dernière instance : ce fut le cas lors du printemps démocratique de 1989 qu'il décida de réprimer par la force avec l'aide de l'Armée Populaire de Libération ; ce fut aussi le cas, lorsqu'il confirma Jiang Zemin dans ses fonctions et mis en place le système de trois positions pour un seul responsable (sanwei yiti) afin d'être sûr que son successeur puisse comme lui prendre les décisions les plus importantes et trancher lorsque la direction du Parti est divisée.

Deng était donc dès les années 1970 et même 1961 dans une certaine mesure anti-maoïste et même antitotalitaire ; pour autant, il n'a jamais été un démocrate. C'était un homme politique autoritaire qui était toujours prêt à faire usage de la force pour protéger la stabilité et la survie du régime de Parti unique qu'il avait contribué à établir en 1949.

Deng Xiaoping ne se présente-t-il pas plutôt comme l'anti-Mao, au sens de son antithèse, s'en tenant au contraire de ce dernier à la ligne politique d'avant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (1966-1976), mettant l'accent sur la modernisation, la réhabilitation des « experts » et le rétablissement du fonctionnement rationnel-bureaucratique du régime ?

J'ai déjà en partie répondu à cette question (cf. ci-dessus). Je crois qu'au début des années 1960, Deng teste des réformes qu'il généralisera ou laissera généraliser à compter de 1977, notamment le système d'exploitation familiale des terres (chengbao daohu). Mais alors, le système économique chinois était encore très soviétique et très fermé ; toute idée de rétablissement de la propriété privée des moyens de production, en particulier dans l'industrie et les services était exclue.

Elle l'est en fait restée jusqu'au début des années 1980 et ce n'est que très progressivement qu'elle a fructifié et été admise par la majorité du pouvoir chinois, contre l'avis de certains conservateurs comme Chen Yun. Toute ouverture sur l'étranger capitaliste, marqué par la mise en place de Zones Économiques Spéciales,

était totalement exclue dans les années 1960 et même avant 1979. Donc, oui, Deng a rétabli nombre d'institutions et de modes d'organisations qui existaient avant la Révolution culturelle (Constitution, légalité socialiste, administrations d'État, assemblées populaires, etc.) ; mais après 1978, il est allé bien plus loin en particulier sur le plan économique, en matière d'ouverture et de règles juridiques, innovations qui ont permis à la Chine de se développer et plus tard d'accéder à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 et de se mondialiser avec les limites et les asymétries que l'on sait.

Deng Xiaoping a été à deux ou trois reprises (1968-1973, 1973-1975, 1976-1977) mis à l'écart du pouvoir pour ensuite effectuer un retour en grâce mais sans jamais vraiment avoir été l'objet de persécutions comme ce fut le cas du président Liu Shaoqi (1898-1969) ou du maréchal Peng Dehuai (1899-1974), ni n'être même exclu du PCC, grâce à l'intervention du président Mao auquel Deng pourtant s'opposait, tout au moins quant à sa ligne politique précipitant la Chine dans le chaos (la grande famine du Grand Bond en avant, puis les dix années d'anarchie de la Révolution culturelle). Comment expliquez-vous cette sorte de bienveillance de l'homme fort d'alors à l'égard du « petit homme » comme le décrivait Mao à des interlocuteurs étrangers ? Dans le sens inverse, en parcourant l'interview que Deng avait accordée en 1980 à la journaliste italienne Oriana Fallaci [8], il apparaît nettement qu'il fait preuve d'une grande indulgence à l'égard du Grand timonier. Il lui reconnaît des fautes mais en aucun cas des crimes, et pourtant... Cela ne pose-t-il pas indirectement la question de la démaoïsation qui n'a jamais eu lieu en Chine à l'inverse de la déstalinisation conduite par Nikita Khrouchtchev en 1956 ? Qu'en pensez-vous ?

Dès la fin des années 1950, Mao a deux successeurs possibles à l'esprit : pas Liu Shaoqi avec qui des désaccords apparaissent déjà mais Deng Xiaoping et Lin Biao. Du fait du rapprochement entre Deng et Liu au début des années 1960, Mao optera d'abord pour Lin, mais il s'apercevra rapidement qu'il ne fera pas l'affaire ; il le marginalise en 1970 ; celui-ci prend peur et, sur le conseil de son fils qui a tenté, à son insu et de manière assez improvisée, d'assassiner Mao, s'enfuit en avion vers l'Union soviétique en septembre 1971. Comme on le sait, il périra dans l'accident



de cet avion (abattu ?) en Mongolie extérieure. Alors qu'en 1972 Zhou Enlai est déjà atteint d'un cancer incurable, il ne restait donc plus que Deng, d'où son retour au pouvoir. La proximité entre Mao et Deng a aussi joué en faveur de ce dernier. Mais n'oublions pas que Mao a finalement écarté Deng pour lui préférer Hua Guofeng, un ancien responsable provincial dont on a trop souvent sous-estimé l'importance. Mao savait-il que Hua ne serait qu'un président de transition ? Nul ne le sait. Quoiqu'il en soit, je pense aussi que Mao a toujours fait preuve d'une certaine indulgence, et pour de bonnes raisons, à l'égard de Deng.

Quant au bilan établi par Deng sur Mao, il poursuit un but essentiel : protéger la légitimité du régime et le rôle de Mao dans la révolution chinoise. Contrairement à l'URSS, la Chine populaire ne disposait que d'un seul héros, Mao et non de deux, Lénine et Staline. Il était par conséquent plus aisé à Khrouchtchev puis Brejnev d'en revenir à Lénine et de déstaliniser qu'à Deng de « démaoïser » la Chine. D'où le choix fait par Deng et la direction du PCC de l'époque d'accuser Mao de « graves erreurs » à la fin de sa vie, à compter de 1958 et surtout de 1966.

Mais dans la réalité, il y a eu démaoïsation, un mouvement qui ressemble diablement au dégel de l'époque de Khrouchtchev : libération de milliers de prisonniers politiques, exclusion et condamnation des radicaux, la « Bande des quatre », les partisans de Lin Biao, et même à titre posthume de Kang Sheng, parfois surnommé le Béria chinois, ouverture aux idées libérales et réformes économiques. En réalité, sur le plan économique, la démaoïsation introduite par Deng est allée beaucoup plus loin que la déstalinisation en Union soviétique. Mais le mot démaoïsation reste tabou pour le PCC, car il mettrait à mal la légitimité du régime politique établi en 1949.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, et notamment pendant son second et actuel troisième mandat, le nouveau dirigeant de la Chine n'a-t-il cessé de « détricoter » l'œuvre réformatrice et modernisatrice de Deng Xiaoping. Est-on en train d'assister aujourd'hui à un grand retour du maoïsme triomphant et à un socialisme pur et dur, farouche ennemi du « tigre de papier » comme Mao surnommait de son temps les États-Unis pour mieux relativiser leur

dangerosité ?

Xi Jinping a remis en cause plusieurs réformes importantes introduites par Deng, en particulier pour ce qui concerne le fonctionnement du Parti et le système de succession. Il a remis à l'honneur un certain culte de la personnalité, même si celui reste bien modeste par rapport au caractère hystérique de l'idolâtrie de Mao à compter de 1966. Il a concentré de multiples pouvoirs entre ses mains, mettant à mal le principe de la direction collective, consultant et déléguant moins le pouvoir (même s'il faut être prudent à l'égard de la manière dont Deng comprenait et appliquait ce principe). Et surtout, il a battu en brèche le système de succession introduit par Deng à la fin de sa vie : chaque numéro Un devait passer la main au terme de deux mandats de cinq ans à la fois comme secrétaire général du Comité central, président de la Commission militaire du Parti et président de la République. En 2018, Xi a révisé la Constitution afin de rester chef de l'État aussi longtemps qu'il le souhaite, ce qui, du fait du lien institutionnel et politique entre les trois postes qu'il occupe, lui permet de repousser la succession autant que sa santé lui permettra.

En outre, contrairement à Deng, Xi cherche à renforcer à tous les niveaux le rôle du Parti, y compris au sein des entreprises privées et de toutes les ONG qui sont autorisées. Enfin, la fin de la Guerre froide a eu une conséquence structurelle qui n'est apparue que très progressivement : l'émergence d'une nouvelle bipolarité entre les États-Unis et la Chine qui est venue se substituer à la bipolarité américano-soviétique. On peut se demander si Deng aurait adopté une autre posture de politique étrangère que Xi.

Comme on sait, après 1989 il a conseillé à ses successeurs de maintenir un profil bas sur le plan international (taoguang yanghui). Mais alors, la Chine était plus faible sur les plans à la fois économique et militaire qu'aujourd'hui. Peut-être que trente ans plus tard, il aurait lui aussi été tenté d'affirmer la puissance de son pays et décidé d'entrer dans une compétition stratégique, technologique et idéologique avec la puissance que la République populaire veut aujourd'hui surpasser.

Enfin, selon vous, que reste-t-il aujourd'hui de l'héritage de Deng Xiaoping et de sa « théorie », telle qu'elle est inscrite dans la constitution

chinoise aux côtés de la « pensée » de Mao Zedong et de Xi Jinping ? Lui survivra-t-elle ?

C'est paradoxal que le PCC qualifie les écrits de Deng de « théorie » car Deng était bien plus un pragmatique qu'un théoricien. Est-ce que par exemple la formule « un pays, deux systèmes », appliquée d'abord à Taiwan, puis ensuite à Hong Kong et Macao, constitue une théorie. J'en doute. Mais l'idéologie du PCC a progressivement accumulé des strates successives qui se sont sédimentées : après le marxisme-léninisme et la « pensée Mao Zedong », les textes officiels chinois ajoutent non seulement la « théorie » de Deng, mais aussi les « trois représentativités » de Jiang Zemin, « l'approche scientifique du développement » attribuée à Hu Jintao et évidemment la pensée de Xi sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère. Tout ceci ne veut pas dire grand-chose.

Néanmoins faire disparaître toute référence officielle à Deng et à ses successeurs provoquerait une rupture politique et donc un facteur d'instabilité qu'il vaut mieux éviter. C'est pourquoi Xi préfère jouer la continuité et protéger la légitimité de toutes les périodes historiques de la République populaire. Pourtant, aujourd'hui c'est clairement la pensée de Xi qui domine ; et

Deng, sans être oublié, est mis en veilleuse dans le but de réduire l'importance du tournant de décembre 1978 et de légitimer le régime dans son ensemble et ceci depuis sa fondation en 1949.

C'est le message de Xi, un Xi qui, contrairement à ses deux prédécesseurs, n'a jamais fait le pèlerinage au village de Paifang, au Sichuan, pour y visiter la maison natale de Deng. Tout un symbole.

[1] Jean-Pierre Cabestan, « Deng Xiaoping – Révolutionnaire et modernisateur de la Chine », éd. Tallandier, 2024, 427 pages.

[2] https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1988_num_20_1_27937

[3] Deng Xiaoping and the Chinese Revolution : A political Biography, Routledge, London/New York, 1994, 209 pages.

[4] Mao : The real story, éd. Simon and Schuster, 2013, 755 pages.

[5] Deng Xiaoping – The man who made modern China, éd. Bloomsbury Publishing, 2014, 336 pages.

[6] Deng Xiaoping, éd. Compagnie 12 : Fixot. Paris, 1989, 353 pages.

[7] Ezra Vogel, « Deng Xiaoping and the transformation of China », Harvard University Press, 2013, 928 pages.

[8] <https://redsails.org/deng-and-fallaci/>



Jean-Pierre Cabestan

*Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche émérite au CNRS et professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong. Il est rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO. Il est aussi chercheur associé à Asia Centre, Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong. Il est en outre Non-Resident Visiting Senior Fellow au German Marshall Fund of the United States à Washington DC. Ses récentes publications incluent *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?*, Paris, Gallimard, 2018 (Médaille du Prix Guizot, 2019), publié en anglais (édition mise à jour) sous le titre *China Tomorrow. Democracy or Dictatorship?*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 2019, publiée en chinois (édition mise à jour) sous le titre *中國的未來會走向民主還是獨裁*, Taipei, 八旗 Gusa, 2024 ; *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Paris Gallimard, 2021 (Prix Albert Thibaudet, 2022, Prix La Plume, 2023) dont l'édition anglaise a été publiée par Rowan & Littlefield en 2023 sous le titre *Facing China : Prospect for War and Peace*, et *Deng Xiaoping, révolutionnaire et modernisateur de la Chine*, Paris, Tallandier 2024.*



Entretien Nouveaux Regards

Antoine Tesnière, Directeur Général, PariSanté Campus, professeur de médecine et YL France Chine 2016

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Vous êtes à l'origine de ce remarquable projet qu'est PariSanté Campus.[1] Depuis le démarrage de votre projet, est-ce qu'il y a des inventions qui sont sorties de ce berceau du numérique en santé de demain, au cœur de la recherche et de l'innovation du numérique de la santé en France ?

Antoine Tesnière : Depuis la création de PariSanté Campus, nous avons accueilli au total une centaine de startups innovantes consacrées au développement de nouveaux produits dans le domaine de la santé numérique. Sur le plan de la recherche, les activités de nos instituts ont donné lieu à de nombreuses publications scientifiques et débouché sur de nouvelles inventions très prometteuses. Cette dynamique a été considérablement renforcée par les importants programmes de financement mis en place par l'État, spécifiquement dédiés à la recherche dans les secteurs du numérique et de la santé. Ces investissements ont joué un rôle crucial dans l'accélération de notre écosystème d'innovation et de production scientifique.

Pourriez-vous en citer quelques-unes ?

De nombreux laboratoires présents sur PariSanté Campus se consacrent à des travaux dans le domaine de l'intelligence artificielle, notamment à la création de bibliothèques de langage (LLM) spécifiquement adaptées aux besoins de la santé. Parmi les projets remarquables, nous avons également un institut qui travaille sur l'imagerie et qui produit des outils via l'utilisation d'ondes ultrasonores qui pourront être utilisées pour stimuler le cerveau et traiter la dépression ou bien être dirigées sur des valves cardiaques

rigidifiées pour les rendre plus souples, ouvrant ainsi le champ des possibles pour ces applications.

Du côté des startups, certaines ont développé des solutions technologiques accessibles via smartphone permettant de mesurer à distance des paramètres physiologiques tels que la fréquence cardiaque ou le rythme respiratoire, ou des algorithmes permettant d'utiliser des quantités très faibles. Ces exemples illustrent la plus-value de PariSanté Campus, qui offre aux entrepreneurs, les outils et les moyens pour accélérer le développement de projets novateurs, souvent plus rapidement que dans d'autres environnements.

Notre rôle est précisément de celui d'un catalyseur, en créant un écosystème qui favorise l'émergence et l'accélération de ces projets. Cette dynamique nous pousse également à analyser comment d'autres régions du monde appréhendent l'accès et le développement des innovations, comme en Inde ou dans certains pays asiatiques où les environnements d'innovation et de réglementation sont assez différents de celui de la France ou de l'Union Européenne.

Dans ces domaines de l'innovation en matière de numérique et d'intelligence artificielle, des synergies entre ces trois principaux pôles que sont les États-Unis, l'Union Européenne et les pays d'Asie sont-elles envisageables ?

Notre stratégie internationale vise à établir des collaborations dans diverses régions, tout en tenant compte des enjeux spécifiques liés à la souveraineté des données. Notre approche vise à explorer toutes les zones et nous discutons avec tout le monde. L'objectif est d'identifier les partenariats potentiels et les opportunités



de partage de connaissance. Il y a un enjeu spécifique, notamment vis-à-vis des données de santé, qui constituent un enjeu de souveraineté. Nous faisons face à des contraintes particulières, notamment vis-à-vis des acteurs hors Union Européenne et des grands acteurs de la tech, dont l'approche sur le traitement des données peut différer significativement de celle de l'Europe.

L'Inde et la Chine présentent des modèles distincts de développement numérique en santé qu'il est toujours intéressant d'analyser et de comprendre..

D'une part l'Inde démontre une grande agilité dans le domaine numérique, illustrée par la création d'une carte d'identité numérique pour tous ses citoyens. Cette initiative inscrite dans la stratégie plus large de numérisation de l'État indien montre très bien la capacité de ce pays à répondre à des défis avec beaucoup d'agilité. La santé en fait partie.

La Chine présente un stade de développement différent, avec des données démographiques et de santé spécifiques. Les enjeux de niveau de développement global et de sujets à adresser au système de santé sont un peu différents. Le pays dispose d'énormes centres de santé très structurés dans les grandes villes, comme l'hôpital de Guangzhou, dont la taille équivaut à l'ensemble des 35 hôpitaux de l'APHP, c'est assez impressionnant. Dans les grandes villes, on trouve des systèmes de santé qui sont assez bien organisés. Les responsables se posent la question comme en Inde de l'accès au soin dans les zones rurales, ce qui représente un défi pour à peu près tous les pays du monde d'ailleurs. Et cela avec un sujet très particulier qui est l'absence de système de protection sociale comparable à celui de la France, soulevant ainsi des questions d'accessibilité financière aux soins.

Sur le numérique et l'IA, la Chine est parmi les grandes nations en termes de volume de publications scientifiques sur le sujet. Elle rivalise avec les États-Unis pas seulement en termes de quantité mais de qualité. La Chine a une longueur d'avance plus importante par rapport à l'Inde dans ce domaine, avec une intégration très forte du numérique.

Un aspect crucial de l'évolution du numérique en santé concerne la gestion des données personnelles. On trouve-là des conceptions qui sont très différentes en Europe et en Asie, notamment sur la perception de la propriété

des données et de l'enjeu de ces dernières au service du bien individuel ou du bien commun.

En Chine et en Inde, le partage des données personnelles pour le bénéfice de la société est généralement bien accepté, contrairement à l'Europe où la protection des données personnelles est strictement réglementée par le RGPD. C'est face à ce constat que l'approche européenne d'encadrement et de régulation de la gestion des données personnelles par le RGPD se justifie, notamment dans le domaine de la santé. En Inde, par exemple, une loi a été adoptée en 2023, le Digital Personal Data Protection Act, pour encadrer l'utilisation de ces données personnelles de la population. Cette loi n'a néanmoins pas encore été mise en application.

Sur les sujets touchant à l'innovation et aussi à des collaborations potentielles entre la France et l'Asie, la Chine a acquis une expérience et maintenant une expertise en y consacrant beaucoup d'efforts, sur plusieurs générations, dans la production de résultats scientifiques, que cela soit dans le domaine de la biologie, ou de la génétique. Par ailleurs, l'Inde dispose d'une force de frappe industrielle, notamment dans le domaine de la santé, qui est immense. L'Inde concentre aujourd'hui les plus grands sites de production mondiale de médicaments, et agrège également des grands acteurs des équipements médicaux et de biotechnologies. J'ai pu m'en rendre compte par moi-même en me rendant récemment à Bangalore et à Hyderabad, qui sont en train de devenir des places fortes sur ces sujets d'innovation et de production de produits de santé.

Sur la conception des enjeux individuels et sociétaux, les phénomènes de régulation sont beaucoup moins importants. Et ce qui est vrai dans le traitement des données l'est également pour les questions d'accès aux marchés pour les médicaments. Cela explique que les Indiens ont une agilité de développement importante, à la fois dans la conception des études cliniques qui est une des spécificités à prendre en compte quand vous devez tester un médicament, mais aussi dans les règles d'accès au marché, et l'internationalisation de ces produits-là.

Cela entraîne des défis pour l'Europe pour maintenir sa compétitivité tout en préservant des cadres de qualité, de sécurité, de



règlementations et puis aussi de financement qui sont en l'état actuel très différents.

Avez-vous des projets concrets avec ces pays d'Asie ?

Oui. Lors de mon récent voyage en Inde, je suis allé à la rencontre de différents centres d'innovation pour voir les liens qui seraient possibles de mettre en place. J'ai visité des hôpitaux ayant numérisé leurs outils et leurs organisations, des centres d'innovation soutenant la recherche et les startups, ainsi que des incubateurs comme T-Hub à Hyderabad, l'équivalent indien de Station F. Ces initiatives, à l'échelle gigantesque de l'Inde, offrent un potentiel immense.

Ma mission est d'étudier les potentielles opportunités de collaboration avec ces acteurs à différentes échelles et à différents niveaux. Nous souhaitons également donner aux startups un accès privilégié au marché indien si elles le souhaitent et, de la même façon, accueillir des startups indiennes qui souhaiteraient venir se développer ou acquérir de l'expertise en France.

Nous avons également l'opportunité de travailler directement avec les hôpitaux afin d'ouvrir des cycles d'évaluation pour certaines de nos startups et réfléchir ensuite dans la conception, stratégie et organisation, en lien avec la digitalisation de nos systèmes de santé. Par exemple, le déploiement généralisé de la télémedecine en France ou en Inde. Le développement de ces nouvelles technologies et les outils en mobilité font partie des domaines sur lesquels nous avons commencé à discuter et qui, pour certains d'entre eux, vont se concrétiser assez rapidement, notamment autour de l'intelligence artificielle avec cette année le Sommet organisé en France et co-présidé avec l'Inde pour l'Action sur l'IA.

Vous nous parlez de la Chine et de l'Inde mais y-a-t-il d'autres pays d'Asie qui sont aussi remarquables dans ces domaines ?

Oui, ils ont tous leurs spécificités. Par exemple, la Corée du Sud et le Taïwan sont particulièrement remarquables dans le numérique et l'intelligence artificielle. La Corée du sud avec Samsung, qui ne se limite bien évidemment pas à la fabrication de téléphones : l'entreprise est investie fortement dans la santé, avec ses propres hôpitaux, des systèmes de santé intégrés,

des échographes, et des solutions numériques complètes allant des outils experts aux applications mobiles. Taïwan, bien que plus petite en échelle, est extrêmement dynamique et innovante dans ces domaines.

Avec le Japon, la situation est un peu différente. Nous avons des collaborations avec ce pays qui partage des défis et des ambitions similaires à ceux de la France, notamment liés au vieillissement de la population et à la numérisation des systèmes de santé.

Et qu'en est-il des startups que vous rassemblez sur votre campus ?

Elles sont actuellement au nombre de 80, et nous serons en mesure de multiplier par deux nos capacités d'accueil après notre installation dans l'ex hôpital du Val de Grâce, à l'horizon 2030.

Est-ce que vous prévoyez à terme d'accueillir sur votre campus des startups étrangères, d'Asie ?

Nous accueillons déjà des startups internationales présentes sur notre espace Parisanté Campus. Ce sont surtout des startups européennes, du fait aussi que notre projet est relativement récent.

Ma mission lors de mes déplacements à l'étranger est d'une part de faire connaître notre initiative afin que Parisanté Campus devienne un terrain d'accueil de startups étrangères, mais aussi de trouver des capitaux en présentant Parisanté Campus aux fonds d'investissement et aux des acteurs stratégiques de chaque domaine.

En Inde, j'ai rencontré le gouvernement de l'État de Telangana, dont la capitale Hyderabad, s'intéresse beaucoup à l'approche de la France pour déployer sa stratégie de modernisation des systèmes de santé. De la même façon, l'année dernière lorsque je me suis rendu à Delhi, j'avais rencontré le groupe de réflexion Niti Aayog qui est un très grand programme d'innovations, un peu équivalent à notre plan d'investissement d'avenir France 2030, dont la santé fait évidemment partie.

Enfin, nous avons reçu cette semaine une délégation du Ministère de la Santé Indien qui souhaitait découvrir Parisanté Campus en amont du sommet mondial de l'IA.

Cela appelle des investissements lourds pour voir aboutir ces projets que vous avez à l'esprit, du côté français comme indien ?

Ce qui est intéressant c'est que la collaboration est accompagnée côté français comme indien. Il y a une réelle volonté de développer des coopérations dans le domaine de la santé. C'est très important pour nous parce que les soutiens tant politiques que financiers permettent de catalyser des volontés de collaboration tournées vers des enjeux communs. Côté indien comme français, je constate une réelle ouverture et volonté d'aboutir.

Vous avez joué dans vos fonctions précédentes un rôle important dans la gestion de la pandémie du Covid.

Nous avons à cet effet beaucoup échangé avec l'Asie. A la fois sur les enjeux scientifiques, mais aussi avec des actions diplomatiques, comme l'envoi de matériel en Chine mais aussi en Inde, au moment où ces pays en avait besoin. Nous avons également beaucoup analysé les stratégies de mesures de gestion de l'épidémie des pays d'Asie.

Est-ce que c'est cette expérience assez réussie d'ailleurs dans la gestion du Covid, en tout cas pour ce qui concerne la France et l'Union Européenne par rapport à la Chine qui a peut-être moins bien géré cet épisode, est-ce que c'est l'expérience qui vous a amené à aller plus avant dans ce projet de numérisation et d'IA en matière de santé ?

Toute la dynamique de transformation numérique a été accélérée avant le Covid, notamment par une stratégie gouvernementale portée en 2017 dans le cadre du plan Ma santé 2022, auquel j'avais participé. Avec le Covid, nous avons les outils qui nous ont permis d'accélérer notre réponse à la pandémie. Parisanté Campus faisait partie d'une stratégie qui existait avant le Covid et qui à la suite de celui-ci a nourri et illustré la volonté de l'État français de renforcer son action pour l'innovation en santé.

L'action que nous avons eu à l'échelle internationale a été déterminante sur le plan diplomatique, notamment s'agissant de la Chine et de l'Inde, avec les échanges que nous avons eu à ce moment-là sur les équipements médicaux. La santé est devenue à la fois un élément de relations

diplomatiques et de stratégies internationales.

Cela implique aussi des questions de souveraineté ?

Il y a en effet des enjeux importants de souveraineté dans les collaborations internationales autour de l'innovation en santé, que ce soit notamment autour de la gestion des données, ou sur les questions de propriété intellectuelle. Sur ce sujet, la France et l'Europe disposent des éléments pour pouvoir engager des collaborations internationales équilibrées, qui préservent les intérêts des acteurs de la santé notamment.



Antoine Tesnière

Antoine Tesnière est professeur de médecine, enseignant chercheur et entrepreneur français, spécialiste de la gestion des situations de crise et des politiques publiques d'innovation en santé. Professeur de médecine spécialisé en anesthésie réanimation, à l'Hôpital européen Georges Pompidou, Antoine Tesnière est très investi dans les enjeux de recherche et de formation, sujets sur lesquels il possède une expertise reconnue sur le plan international. Il a été successivement Président du conseil de pédagogie de la faculté de médecine de Paris Descartes et vice-Président de l'université de Paris. Animé de longue date par un intérêt marqué pour l'innovation, l'entrepreneuriat et le numérique, il a cofondé et dirigé iLumens, premier département innovant de simulation en santé développé en France, au sein de l'université de Paris. À partir de 2016, en parallèle de ses activités hospitalo universitaires, il s'est engagé dans les politiques publiques. D'abord conseiller santé et scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il a ensuite rejoint dès mars 2020 le cabinet du ministre de la Santé et a également été nommé directeur adjoint du centre interministériel de crise auprès du Premier ministre afin de coordonner la lutte contre le Covid-19. En avril 2021, il a été nommé directeur de Parisanté Campus sur proposition conjointe des ministres de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et des Solidarités et de la Santé. Plus récemment, il a fondé la French Care avec BPIFrance, dans l'objectif de rassembler l'ensemble des acteurs de la Santé, faciliter les synergies et accélérer l'innovation pour améliorer le système de santé.

Analyse

La crise du fentanyl, l'autre facette des tensions sino-américaines

Par Emmanuel Véron

Lors de l'entretien téléphonique en amont de l'investiture de Donald Trump en janvier dernier, les deux présidents ont abordé de nombreux sujets de la relation bilatérale, parmi eux la question du fentanyl fut au cœur des préoccupations américaines. Cela fait écho aux ravages sanitaires dans les grandes villes et villes moyennes étasuniennes et récemment la création d'une task force interministérielle américaine pour lutter contre le trafic transnational d'opioïdes au Congrès.

Le fentanyl sera à l'agenda de la nouvelle administration républicaine tant d'un point de vue intérieur que diplomatique et stratégique. Les politiques publiques américaines semblent induire une amélioration de la situation, la mortalité liée au fentanyl est moins forte qu'en 2022.

Cependant, au désastre sanitaire toujours important (environ 90 000 morts par an en 2023 et 2024) s'ajoute la dimension transfrontalière américaine et sa porosité et la relation singulière avec Pékin. L'annonce par la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, d'une saisie record (plus d'une tonne et demie) de fentanyl (M30) à la fin de l'année 2024(1), lançait un signal fort dans la relation avec l'administration américaine. Côté étasunien, un effort particulier portera sur le blanchiment d'argent, notamment auprès des banques et des mesures de coercition.

À partir de 2022 et surtout de 2023, le Congrès américain a présenté et adopté de nombreux projets de loi visant à lutter contre les opioïdes. Bon nombre de ces projets de loi ont été présentés par différents membres du Parti républicain, et certains ont bénéficié du soutien bipartisan des membres du Parti démocrate.

La plupart des efforts législatifs ont été déployés au cours des 117e et 118e Congrès (cf. Loi visant à empêcher le passage du fentanyl aux frontières, Loi sur le meurtre pour distribution mortelle de fentanyl, Loi END FENTANYL (éradication des stupéfiants et formulation de nouveaux outils efficaces pour lutter contre les pertes de vies humaines annuelles à l'échelle nationale, Loi de 2023 sur la justice contre les

promoteurs du fentanyl illicite, Loi HALT Fentanyl Halte à tous les trafics mortels, Loi FEND Off Fentanyl (éradication du fentanyl et dissuasion des stupéfiants).

Pour autant, le produit des opioïdes reste particulièrement lucratif, nourrissant une recomposition des routes et de la logistique des cartels en lien avec le crime organisé chinois, plus largement en Asie. Nombreuses observations ces derniers mois mettent en lumière des laboratoires clandestins en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Birmanie) pour la fabrication du fentanyl et auparavant de précurseurs. Ainsi, l'historique « Triangle d'or » s'articule, par l'intermédiaire de négociants chinois et indiens, de plus en plus, avec le narco trafic latino-américains.

Enfin, la montée en puissance constante de la relation économique sino-mexicaine assurera indirectement une continuité des liens d'affaires entre groupes criminels transpacifiques et un moyen de paiement en crypto-monnaies particulièrement via le dark web. L'évolution et la diversification des produits opioïdes de synthèse du fentanyl vers des nitazènes ou xylazines, et les efforts de politiques publiques américaines induiront des rebonds et de nouveaux espaces de consommation en Amérique latine et en Europe.

Entre rivalités géopolitiques sino-américaines, mondialisation et crime organisé transnational, la crise du fentanyl s'impose depuis plusieurs années comme un point clef des tensions entre Pékin et Washington. Elle constitue également aujourd'hui un véritable vecteur d'affaiblissement de la démographie américaine et un sérieux



défi pour les autorités américaines.

Avec plus de 120 000 morts par overdose de fentanyl estimées en 2023, pour les seuls États-Unis, la crise sanitaire et sécuritaire s'étend désormais à l'ensemble de l'Amérique du Nord. Sujet régulièrement à l'agenda et vecteur de relations tendues et compliquées entre Washington et Pékin— mais également dans une moindre mesure avec Mexico —, le fentanyl s'impose désormais pour les États-Unis comme un miroir de ce qu'a été l'opium en Chine de la fin du XIXe siècle à la première moitié du XXe siècle.

Qu'est-ce que le fentanyl ?

Utilisé en médecine, ce produit est un analgésique opioïde (2) qui interfère avec les récepteurs morphiniques du cerveau ainsi qu'avec la moelle épinière et les muscles lisses du système digestif. Il présente également un effet thérapeutique sédatif. Extrêmement puissant, son effet analgésique est rapide et de courte durée. Cent fois plus puissant que la morphine, il est aussi cinquante fois plus puissant que l'héroïne.

Synthétisé pour la première fois par le docteur belge, le baron Paul Janssen, à la fin des années 1950, le fentanyl voit son usage depuis très réglementé. Il s'agit en effet d'une substance assimilée à un stupéfiant. Son détournement et l'accroissement du marché noir ont provoqué ce qui est aujourd'hui admis comme la « crise des opioïdes » américaine.

Jusqu'alors quasi inconnu du grand public, le fentanyl est devenu en une décennie un stupéfiant généralisé en Amérique du Nord, provoquant la plus grande crise sanitaire et sécuritaire depuis la crise des opioïdes à l'héroïne (et autres stupéfiants) des années 1970 et 1980. Plusieurs célébrités ont d'ailleurs perdu la vie suite à des overdoses au fentanyl et/ou avec un autre stupéfiant (3). En effet, la prise de fentanyl induit extrêmement rapidement une dépression de la respiration d'une part et une rigidité des muscles respiratoires et du larynx d'autre part, pouvant entraîner la mort selon le dosage.

Alors qu'un puissant médicament antidouleur appelé l'OxyContin (ou Oxycodone) s'est largement répandu aux États-Unis de par sa prescription

généralisée, la dépendance d'une partie de la population à ses dérivés morphiniques a induit en parallèle la recherche de substituts puissants. Corrélée à une détresse sociale et des dépendances de polytoxicomanies, la consommation du fentanyl explose désormais depuis une décennie. Les grandes métropoles d'Amérique du Nord, telles que San Francisco, voient certains de leurs quartiers devenir de véritables désastres humains et sanitaires (4).

Facile à fabriquer et très lucratif, le fentanyl est ainsi devenu en quelques années le produit privilégié—aux côtés de la cocaïne— par les narcotrafiquants mexicains à destination du marché nord-américain (5).

Face à ce fléau, existe-t-il des solutions ? Outre le médicament (naloxone), qui neutralise le toxique des récepteurs, un nouvel anticorps contre le fentanyl permet d'obtenir une protection (6). Mais cette dernière doit être attribuée régulièrement et au bon moment selon le degré de toxicomanie et se montrerait insuffisante selon les prises de drogues.

Facteur majeur de la rivalité sino-américaine

Il est désormais admis que Pékin est aujourd'hui la priorité stratégique de Washington, et réciproquement. La rivalité stratégique sino-américaine contribue largement aux grandes structurations de l'espace mondial. Les tensions structurelles sont présentes dans tous les domaines (économique, militaire, technologique et diplomatique).

Alors que la relation bilatérale n'a jamais été aussi mauvaise depuis la guerre froide et que les dossiers sur la table sont nombreux (questions stratégique-militaires, technologies, commerce, Taïwan, péninsule coréenne, droits de l'homme) (7), le fentanyl s'est imposé en dix ans comme la pointe de diamant de la définition de la relation bilatérale : interdépendance et compétition. Lors de la présidence de Donald Trump, l'administration américaine avait déjà initié des discussions avec les autorités chinoises à ce sujet. Plus tôt encore, à la fin du second mandat de Barack Obama, lors du sommet du G20 de Hangzhou (Chine) en 2016, les autorités américaines avaient annoncé des mesures renforcées en collaboration avec les autorités chinoises pour lutter contre l'approvisionnement en fentanyl et ses



analogues, et inscrire le fentanyl sur la liste des produits contrôlés.

À cette même période, le commerce bilatéral augmentait très rapidement sur la base des interdépendances. Malgré les annonces de Washington, le régime chinois restait discret, la géographie des flux depuis la Chine vers le Canada, les États-Unis et le Mexique étant en voie de maturation.

Dès lors, aux États-Unis, les autorités ont continué leurs enquêtes afin de confirmer que la Chine était bien la principale source de précurseurs chimiques (ingrédients de base) utilisés pour fabriquer de la méthamphétamine consommée. La majorité du fentanyl et de ses analogues importés en Amérique du Nord par les trafiquants de drogue proviennent de Chine (8).

Aujourd'hui, le fentanyl représente un problème sanitaire de très grande ampleur, probablement le plus lourd — aux opioïdes — de toute l'histoire des États-Unis et du Canada. Les chiffres sont éloquentes : une personne en meurt toutes les cinq minutes. Selon les données du National Institute on Drug Abuse (NIDA), nous sommes passés de quelques centaines de décès liés au fentanyl au début des années 2010, à plus de 70 000 en 2021, pour franchir les 120 000 décès en 2023 (9) ; la tranche démographique la plus touchée étant celle des 20-45 ans.

Si certains aux États-Unis pensaient avoir maîtrisé ce nouveau fléau (10), le secrétaire américain au Trésor, Steve Mnuchin, a rappelé en 2018, à la suite du sommet du G20 et de la poursuite des négociations sino-américaines sur la « guerre commerciale », que le sujet du fentanyl « est un point très, très important de l'accord entre Donald Trump et Xi Jinping sur le commerce ». Par la suite, si la coopération entre les États-Unis et la Chine est restée limitée sur le sujet, Pékin a suspendu sa coopération avec Washington après la visite de Nancy Pelosi à Taïwan, à l'été 2022. Depuis, le fentanyl a été à l'agenda de toutes les rencontres officielles sino-américaines (11).

Alors qu'un rapport du Sénat américain démontrait que Pékin niait le rôle de plusieurs entreprises pharmaceutiques, du crime organisé chinois (triades) et de l'export du produit vers l'Amérique du Nord

(12), les autorités américaines, DEA en tête, mettaient au jour une grande diversité d'acteurs en lien avec la fabrication, le trafic et la vente de fentanyl de manière détournée, alimentant un véritable marché noir systémique.

Le gouvernement américain a pris plusieurs mesures unilatérales pour remédier au rôle de la Chine dans le trafic de fentanyl et de ses précurseurs chimiques. Ainsi, le Bureau de contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor des États-Unis a jusqu'à présent sanctionné plus de 65 personnes basées en Chine continentale ou à Hong Kong pour trafic illégal de fentanyl, de xylazine ou de nitazènes (13).

Les sanctions bloquent les avoirs sous juridiction américaine, interdisent aux ressortissants américains d'effectuer des transactions financières avec les personnes désignées et interdisent à ces trafiquants l'entrée aux États-Unis. En juin 2023, le ministère de la Justice (DOJ) a inculpé trois entreprises basées en Chine et leurs employés pour des crimes liés au trafic de fentanyl. En septembre 2023, le DOJ a inculpé huit autres sociétés chimiques chinoises et 12 de leurs dirigeants pour des crimes liés au trafic de fentanyl, à d'autres opioïdes synthétiques, aux méthamphétamines et à leurs précurseurs chimiques. Puis, en septembre 2023, le président Biden a ajouté la Chine à la liste américaine des principaux pays producteurs et de circulation de drogues illicites au monde.

Enfin, plus récemment, 28 personnes et entreprises chinoises impliquées dans le commerce du fentanyl ont été placées sur la liste noire du Trésor américain et font l'objet de sanctions.

Une manne financière

Aujourd'hui, selon la DEA, de 60 à 90 % du fentanyl revendu aux États-Unis provient de Chine (14). Si dans les années 2000, les quantités étaient assez réduites et certaines neutralisées par les outils de l'État fédéral, l'intensification et l'accélération de la production depuis la Chine au tournant des années 2010 coïncident avec une recomposition géopolitique et géoéconomique des groupes mafieux transnationaux d'une part, et avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping d'autre part. De plus, si en Chine, la consommation



comme stupéfiant de fentanyl est réduite, voire quasi anecdotique, cette temporalité correspond à une montée en puissance sans précédent du secteur pharmaceutique chinois. En effet, après avoir accueilli plusieurs groupes internationaux, imposé les transferts de technologies et fini par maîtriser l'ensemble de la filière industrielle, plusieurs grandes régions de Chine (rassemblant plus de 5000 groupes pharmaceutiques et 15 000 industries chimiques associées) imposent aujourd'hui le pays comme premier producteur pharmaceutique mondial.

Si les marges à la revente du fentanyl sont inférieures à celles de la cocaïne (> 3000 %), il demeure extrêmement rentable (2400 %). Le fentanyl a ainsi remplacé l'héroïne ou le crystal (méthamphétamines) et a surtout généré ces dix dernières années des quantités considérables d'argent liquide. Ces sommes d'argent substantielles seront d'un côté, blanchies (15) puis de l'autre réinvesties dans la multiplication des sites clandestins de productions de stupéfiants et dans la corruption pour faire s'épanouir le trafic. Selon Bertrand Monnet (qui a conduit plusieurs enquêtes auprès des cartels), dans les rues de New York, un revendeur de fentanyl sous différentes formes (pilules appelées M30 ou en poudre) gagne 30 000 dollars par semaine pour un kilo écoulé. Selon une enquête récente de janvier 2024 (16), du journal *El Pais Semanal*, le cartel paie environ 800 dollars le kilo de précurseurs chimiques chinois.

Ce dernier, une fois synthétisé, donne quatre kilos de fentanyl. Le bénéfice s'élève de 200 à 800 fois à celui de l'achat initial, soit 160 à 640 000 dollars par kilo. Ceci suggérant des marges plus élevées encore que les enquêtes citées précédemment.

Un autre visage des relations transpacifiques

Au cœur de la dissémination des sites clandestins de production (et de stockage) du fentanyl, les cartels mexicains dominent. C'est en particulier le cas de celui de Jalisco Nouvelle Génération (JNC) et du cartel de Sinaloa. La géographie du fentanyl propose donc un autre visage des relations transpacifiques. Une géographie qui s'apparente à l'assiègement de la puissance américaine (perception parfois reprise politiquement pour des objectifs électoraux, mais qui n'en demeure pas

moins une réalité territoriale des réseaux connectés/transnationaux) où se mêlent opportunisme, réseaux criminels, méthodes stratégiques de puissance étatique.

Selon la DEA, la Chine représente de loin le premier fournisseur de précurseurs aux cartels mexicains. Ces derniers transforment le produit en pilules colorées (les pilules bleues de M30) et le distribuent aux États-Unis, en priorité dans les grandes villes, mais également dans un réseau de villes secondaires du pays.

En complément, le fentanyl est expédié sous différentes formes (timbres, poudres, pilules) depuis la Chine et sa façade portuaire (Canton, Shenzhen, Shanghai, Xiamen, Qingdao, Tianjin et Dalian) vers le Canada, les États-Unis et le Mexique (17).

Des expéditions par courriers postaux existent également, le produit pouvant être acheté sur Internet ou via le Dark Web. La production chinoise a explosé, sans un contrôle strict des autorités chinoises. Le tout surmonté par la multiplication de noms dérivés du fentanyl et de variants, rendant le contrôle administratif toujours plus difficile entre les États-Unis et la Chine.

Alors que les enquêtes de la DEA ont identifié plusieurs provinces de production de précurseurs chimiques du fentanyl et de blanchiment associé (provinces centrales du Hebei, de l'Anhui, du Henan ou la ville littorale de Xiamen), le durcissement des lois chinoises concernant les stupéfiants après 2017 a peu à peu modifié les routes du fentanyl. Ainsi, depuis quelques années, nous assistons au Mexique à une forte augmentation de l'importation—clandestine ou légale—de précurseurs venant de Chine (18), mais également d'Inde. Des machines à fabriquer les comprimés sont également importées, démontrant d'une part une certaine continuité ou collusion entre acteurs chinois, indiens et mexicains—malgré les fortes rivalités stratégiques sino-indiennes—, et d'autre part des contacts entre groupes criminels transnationaux, par l'intermédiaire des métropoles asiatiques.

Le produit venant de Chine est désormais synthétisé dans les laboratoires clandestins des cartels du Mexique (19). À la veille de la pandémie de Covid-19 s'étaient donc mises en place une véritable géographie et une division internationale du travail, de part et d'autre des rives de l'océan Pacifique :



production pharmaceutique chinoise, expédition vers le Mexique pour la synthèse et la transformation en pilules colorées, puis distribution à travers la frontière entre le Mexique et les États-Unis et enfin vente dans les rues américaines.

La collusion criminelle au cœur du trafic

Les enquêtes fédérales américaines ont ainsi mis au jour une superposition et une collusion des mafias chinoises avec les cartels mexicains. Ces derniers bénéficiaient en effet d'un produit à bas coût, de la proximité géographique du marché captif nord-américain et de leur lien avec les réseaux des triades chinoises pour blanchir les gigantesques sommes d'argent (plusieurs centaines de milliards de dollars par an).

Plus récemment, un autre acteur du crime organisé transnational et terroriste est venu s'articuler aux acteurs traditionnels du trafic de fentanyl : le Hezbollah, qui dès les années 1980 avait développé des liens avec les cartels colombiens, mais aussi avec le crime organisé brésilien (Primeiro Comando da Capital – PCC et le Comando Vermelho), le pouvoir politique du Vénézuéla, les diasporas libanaises d'Amérique du Sud et les mafias italiennes. Un nouveau développement concerne aujourd'hui le Canada et la jonction avec les mafias chinoises.

Or, le rôle de ces dernières est essentiel pour comprendre cette organisation systémique. Fondées dans les importantes diasporas chinoises d'Amérique du Nord, notamment au Canada (Colombie-Britannique et Ontario) ou aux États-Unis (le long de la côte Pacifique et dans les grandes métropoles du pays), les mafias ou triades chinoises (20) ont développé depuis plusieurs décennies leurs activités illicites comme légales. Cible prioritaire des triades, Vancouver est le point d'entrée et d'épanouissement du crime organisé transnational chinois, lui-même articulé aux services de renseignement chinois et au Département du Front Uni, qui organise des opérations d'influence politique et de blanchiment d'argent (21).

C'est ainsi depuis, et, à Vancouver qu'une quantité importante de fentanyl est vendue et diffusée vers l'Est du Canada, en relais des implantations des triades à Ottawa, Montréal et Toronto. Au Canada également,

un réseau de villes secondaires au centre du pays est de plus en plus concerné (Calgary, Winnipeg).

Une stratégie d'encerclement ?

Cette situation dessine un front par le nord, afin d'atteindre le marché principal que représentent les États-Unis. Une liaison par un front sud, via les cartels mexicains, suggère donc une géographie de l'encerclement des réseaux et trafics (22), visant une population importante en dépendance à l'intérieur de la toile logistique et des réseaux du crime organisé transnational. Cette géographie se complexifie par une logistique puissante, très diffuse, très disséminée et efficace entre les réseaux mexicains, chinois et d'autres groupes mafieux. Une jonction depuis l'espace transfrontalier appelé « Mexamérique » (Tijuana-San Diego, Nogales, El Paso-Ciudad Juárez ou encore Laredo-Nuevo Laredo), vers les centres de gravité des mafias chinoises (Vancouver notamment) structure la géographie du trafic de fentanyl et le blanchiment de ses dividendes (casinos, immobilier, sociétés écrans diverses).

À une échelle globale et de façon réticulaire, les mafias interagissent entre elles, afin de diversifier les routes du trafic, explorer de nouveaux marchés, mais aussi et surtout, démultiplier les points de blanchiment de l'argent dans les métropoles ouvertes sur le monde d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie orientale (23). En écho à cette géographie réticulaire et polycentrique, la Chine s'active également dans l'élargissement de son influence via les BRICS+ et l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Ces deux organisations internationales non occidentales sont devenues, depuis une décennie, une priorité pour Pékin, a fortiori après la fin de la crise du Covid-19 et la dégradation accélérée de l'attractivité du pays, vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis. Au sein de ces organisations internationales, à l'écart des puissances occidentales, les acteurs étatiques, articulés aux organisations criminelles, y trouvent des relais pour recomposer leurs activités et développer leurs profits. Les réseaux criminels parfois en concurrence ont trouvé avec le fentanyl une complémentarité logistique et commerciale au sein de laquelle les mafias chinoises peuvent élargir

leur marché en corrélation avec les réseaux logistiques mexicains, à qui ils offrent de nouveaux débouchés y compris pour le blanchiment.

Par là-même, les routes du fentanyl en Amérique latine se recoupent peu ou prou avec les routes migratoires vers les États-Unis, au travers des logiques mercantiles des passeurs, aussi articulés aux cartels et réseaux criminels transnationaux.

À l'instar des ravages humains et sanitaires de l'opium en Chine entre la deuxième moitié du XIXe et la première moitié du XXe siècle, qui a asservi une partie importante de la population et fit prospérer les triades en collusion avec le pouvoir politique, le fentanyl est aujourd'hui un outil létal stratégique (et lucratif) pour Pékin dans sa rivalité avec Washington. Le refus de coopérer et de contenir la production de précurseur, en laissant au contraire prospérer cette activité par l'intermédiaire des mafias en collusion avec le régime, représente un vecteur essentiel et efficace d'une guerre qui ne porte pas encore de nom.

Alors que le marché américain demeure la cible prioritaire, les cartels mexicains testent et élargissent les marchés potentiellement porteurs en Europe, en Amérique latine et même en Afrique (24). Un développement qui peut être favorisé par la multiplication des participations ou investissements chinois dans les ports internationaux.

Le trafic du fentanyl constitue donc l'autre visage de la structuration internationale entre acteurs étatiques et groupes infra-étatiques criminels dans la rivalité structurelle entre la Chine et les États-Unis. Une autre réalité de l'antagonisme Occident/non-Occident.

Cet article de l'auteur a fait l'objet d'une précédente publication dans [areion24 news](#) et est repris ici dans sa forme révisée par l'auteur.

- (1) https://www.courrierinternational.com/article/drogues-le-mexique-realise-la-plus-grande-saisie-de-fentanyl-de-sa-histoire_225286
- (2) L'auteur remercie vivement ses collègues, amis et proches pour leurs précisions et conseils.
- (3) Dérivé de la phénylpipéridine.
- (4) À l'instar du « speed ball », mélange de fentanyl, de cocaïne et d'héroïne dont ont été victimes les chanteurs Prince, Coolio, d'autres rappeurs... ou encore le skateur professionnel Jeff Grosso.
- (5) https://www.lexpress.fr/monde/amerique/drogues-criminelte-et-pauvrete-san-francisco-cite-mythique-a-la-derive-DVI_GXX2IN5FIXII5DYSL3NYAQ/

(6) Si les sources fiables manquent, le Mexique est également particulièrement touché par la consommation de fentanyl, qui y est devenu, ces dernières années, un sujet de santé publique, en plus des logiques de corruption et de l'institutionnalisation d'un narco-État, le tout, exacerbé le temps des élections de 2024.

(7) <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/avec-science/s/crise-des-opioides-une-vaccination-passive-contre-le-fentanyl-8738890>

(8) <https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine-9782724637908-page-269.htm>

(9) <https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-announces-eight-indictments-against-china-based-chemical-manufacturing>

(10) <https://nida.nih.gov/research-topics/trends-statistics/overdose-death-rates>

(11) https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/testimonies/CT400/CT497/RAND_CT497.pdf

(12) Du G20 à Bali en 2022, à la visite de Xi Jinping en Californie pour le sommet de l'APEC fin 2023, en passant par les visites du secrétaire d'État Antony Blinken en juin 2023 à Pékin ou quelques jours après de Janet Yellen, secrétaire du Trésor américain.

(13) <https://digital.aren24.news/qut>

(14) Les nitazènes sont de puissants opioïdes synthétiques de la classe des benzimidazoles-opioïdes. Il est estimé que certains nitazènes sont plusieurs fois plus puissants que le fentanyl. Ces produits sont aussi appelés « drogues du zombie ».

(15) <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10890>

(16) https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/translations/reports/Blanchiment-produits-traffic-fentanyl-opioides-synthetiques.pdf_coredownload.pdf

(17) <https://www.courrierinternational.com/long-format/reportage-mexique-etats-unis-chine-le-voyage-mortel-du-fentanyl>

(18) https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/07/8_Felbab-Brown_China_final.pdf

(19) https://www.uscc.gov/sites/default/files/2021-08/Illicit_Fentanyl_from_China-An_Evolving_Global_Operation.pdf

(20) Les activités du cartel de Sinaloa se concentrent dans les États du Sinaloa (Culiacán), le Sonora (Hermosillo), la Basse-Californie (Tijuana) et le Durango ; pour le cartel JNC, elles sont situées dans le Jalisco (Guadalajara, Manzanillo), le Nayarit, le Colima et le Guanajuato. Ils s'affrontent pour la Basse-Californie et le Michoacán.

(21) 三合会 sanhehui – 14K, Sun Yee On, Bambou Uni, Fédération Wo, la Bande des Quatre mers ou le Grand Cercle.

(22) https://www.uscc.gov/sites/default/files/2021-08/Illicit_Fentanyl_from_China-An_Evolving_Global_Operation.pdf

(23) <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2022/11/acs-2022-americas/>

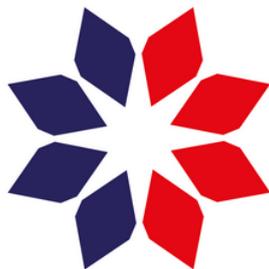
(24) https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/07/8_Felbab-Brown_China_final.pdf

(25) <https://www.courrierinternational.com/article/drogues-le-fentanyl-se-repand-peu-a-peu-dans-le-monde>



Emmanuel Véron

Emmanuel Véron est docteur en géographie, spécialiste de la Chine contemporaine et de relations internationales, associé à l'UMR IFRAE (Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est) et enseignant-chercheur associé à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) et à l'École Navale.



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Nicolas Macquin

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet

Édition

Clotilde Paillard



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels et ne représente pas forcément les positions officielles ou les opinions de la Fondation France-Asie, ni de ses entités affiliées, partenaires, fondateurs ou membres. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.